



Le 27 juin 2012    CONFÉRENCE - LES ENJEUX DE LA CRISE MONDIALE

## Paraguay (juin 2012) - Honduras (juin 2009) : d'un coup d'Etat à l'autre

par Eric Toussaint

- Accueil
- Articles Récents
- États-Unis
- Canada
- Amérique latine & Caraïbe
- Europe
- Afrique subsaharienne
- Russie et CEI
- Moyen Orient
- Océanie
- Asie

- Guerre USA OTAN
- Histoire, société et culture
- Crise économique mondiale
- Crimes contre l'humanité
- Environnement
- Pétrole, Gaz de schiste, Énergie Transnationales
- Pauvreté et inégalités sociales
- Militarisation
- 11 sept. Guerre au terrorisme
- Droits humains et état de droit
- Loi et justice
- Biotechnologie et OGM
- Droits des femmes
- Désinformation médiatique
- Politique et religion
- Nations Unies
- Science et médecine
- Services de renseignements



Mondialisation.ca, Le 25 juin 2012  
cadtm.org

Envoyer cet article à un(e) ami(e)  
 Imprimer cet article

0

Share

Tweet

Recherche

[Archives](#)  
[Index des Auteurs](#)

[Ce qu'est le RSS](#)

Visitez notre site web  
**GlobalResearchTV**  
 GLOBAL RESEARCH TV



Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse googleads.g.

■ Veuillez vérifier

Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse googleads.g.

■ Veuillez vérifier

A trois ans de distance, se répète au Paraguay un scénario de coup d'Etat mis en pratique au Honduras en juin 2009. Dans les deux cas, un organe du pouvoir resté aux mains des représentants de la classe dominante destitue le président légalement élu. Le coup d'Etat respecte les apparences de la légalité. Dans une analyse rédigée en 2009, le CADTM dénonçait le coup d'Etat au Honduras, les complicités dont les putschistes bénéficiaient du côté de Washington. La dernière phrase de l'article annonçait ce qui vient de se passer au Paraguay : « Le cas hondurien risque d'ouvrir la voie à des coups d'Etat réalisés par l'armée avec l'aval de certaines institutions étatiques comme le Parlement ou la Cour suprême. » [1]

Dès 2009, la grande presse internationale accordait un soutien passif ou actif aux putschistes et le quotidien Libération vient de reproduire à chaud le même type de comportement. Voici ce qu'il publie à propos du coup d'Etat au Paraguay : « Le président paraguayen Fernando Lugo a été officiellement démis de ses fonctions vendredi à l'issue d'un procès politique en destitution de quelques heures mené devant le Sénat, a constaté un journaliste de l'AFP. » C'est la phrase suivante qui donne clairement l'opinion du journal : « Elu en 2008 avec le soutien d'une large coalition d'une vingtaine de partis, M. Lugo avait progressivement perdu l'essentiel de ses partisans au Parlement après une série de désaccords politiques. »[2] En réalité, Fernando Lugo, qui a été élu au suffrage universel en tant que président avec un fort appui populaire, n'a jamais eu de véritable majorité parlementaire pour mener à bien son projet car les deux partis traditionnels de la droite dominaient les institutions parlementaires (il s'agit du parti libéral et du parti Colorado, ce dernier ayant appuyé la dictature de Stroessner entre 1954 et 1989. Le parti Colorado a exercé sa mainmise sur le gouvernement et l'Etat paraguayens durant 62 ans). Lugo a alors dû négocier le soutien du parti libéral (dont une partie importante des dirigeants s'était opposée à la dictature de Stroessner)[3]. Donc contrairement à ce qu'affirme Libération, Lugo n'a pas perdu l'essentiel de ses partisans au parlement. Ses partisans à proprement parler étaient très minoritaires dans le parlement et ils sont restés avec lui. Ses liens avec Domingo Laino[4], un dirigeant historique du Parti libéral (pour son opposition radicale à la dictature de Stroessner) et ses partisans, se sont même renforcés. En revanche, la direction du parti libéral auquel appartient le vice-président Federico Franco qui vient de prendre le pouvoir n'a soutenu Lugo que comme la corde soutient le pendu. Il n'a jamais fait partie des partisans de Lugo. Le parti libéral était un allié qui bloquait toutes les tentatives de réaliser les profondes réformes sociales et économiques dont le pays a besoin. Malgré ce blocage, les réalisations sociales du gouvernement Lugo, bien que limitées, étaient incontestables et la popularité du président est réelle. Depuis le début du mandat de Fernando Lugo, le vice-président Federico Franco a multiplié les critiques contre le président au mépris du compromis politique qui les liait. Il vient d'accéder à la présidence grâce au soutien de l'oligarchie qui a gardé le contrôle des institutions parlementaires suite à des décennies de domination politique sur le pays où le clientélisme joue un rôle clé. De leur côté les dissidents du Parti libéral, Domingo Laino et le sénateur libéral Luis Alberto Wagner, se sont opposés le 22 juin 2012 à la décision prise par le comité politique du Parti libéral de destituer le président Lugo. Ils ont dénoncé le non respect des règles internes du parti libéral et ont affirmé qu'une telle décision ne pouvait être prise que par le directoire du Parti, instance supérieure et plus large que le comité politique[5].

### Honduras 2009



Trois ans après le coup au Honduras, en guise de rappel des événements et afin d'aider à la compréhension des similitudes entre les coups d'Etat hondurien et paraguayen, voici un large extrait d'un article publié en octobre 2009 sur le site [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org) [6].: « Lors du président constitutionnel Manuel Zelaya a été renversé par les militaires le 28 juin 2009, l'écrasante majorité des médias a déclaré, en contradiction totale avec la vérité, que les militaires réagissaient à sa volonté de modifier la Constitution afin de rester au pouvoir. De nombreux médias ajoutaient qu'il suivait en cela l'exemple d'Hugo Chavez, présenté comme un dirigeant populiste autoritaire. En réalité, Manuel Zelaya proposait aux citoyens honduriens de se prononcer en faveur de l'organisation d'élections générales à une Constituante ce qui aurait représenté une réelle avancée démocratique dans ce pays. C'est ce qu'expliquent très bien Cécile Lamarque et Jérôme Duval, de retour d'une mission du CADTM au Honduras :

« Le coup d'État est réalisé le jour où Manuel Zelaya organise une "consultation" à caractère non contraignant demandant aux Honduriens s'ils désiraient, ou non, la convocation d'une Assemblée nationale constituante, après les élections prévues le 29 novembre 2009. La question était : « Êtes-vous d'accord qu'aux prochaines élections générales de 2009, une 4e urne soit installée pour permettre au peuple de se prononcer sur la convocation d'une assemblée nationale constituante ? OUI ou NON ». Si cette consultation avait recueilli une majorité de "oui", le président aurait soumis un décret à l'approbation du Congrès pour que, le 29 novembre, les Honduriens se prononcent formellement sur la convocation d'une Constituante, dans une "quatrième urne" (les trois premières étant réservées respectivement à l'élection du président, des députés et des maires). Pour donner un semblant de légalité au coup, le Congrès et la Cour Suprême, associés au putsch, ont jugé ce scrutin illégal et ont fait valoir que le président Zelaya a « violé la Constitution » en prétendant la modifier « pour pouvoir briguer un nouveau mandat », à la manière d'un « apprenti dictateur chaviste ». Or, Manuel Zelaya ne cherchait pas, via cette consultation populaire, à reconduire son mandat présidentiel lors des prochaines élections puisque celles-ci se tiendront dans le cadre de l'actuelle Constitution qui prévoit des mandats présidentiels de quatre ans non renouvelables. Zelaya ne pouvait donc pas être candidat à sa propre succession »[7]. »

« Alors que les mouvements populaires d'opposition aux putschistes ont multiplié grèves et manifestations en juillet, en août et septembre, les grands médias y ont à peine consacré quelques lignes. Les rares fois où les grands quotidiens consacrent un article de fond à la situation au Honduras, ils pratiquent une politique de dénigrement du président constitutionnel quand ils ne présentent pas carrément l'action des militaires sous la forme d'un coup militaire démocratique. C'est le cas The Wall Street Journal, qui dans son éditorial du 1er juillet 2009, écrivait que "le coup d'Etat militaire qui a eu lieu au Honduras le 28 juin dernier et qui a conduit à l'exil le président de ce pays d'Amérique centrale, Manuel Zelaya, est étrangement démocratique". L'éditorial ajoute que "les autorités législatives et judiciaires resteront intactes" suite à l'action militaire. De son côté et de manière plus nuancée, le célèbre quotidien français Le Monde a participé à une campagne de dénigrement de Manuel Zelaya. En voici un exemple. Le 12 septembre 2009, Jean-Michel Caroit, son envoyé spécial au Honduras, cite les paroles d'une Française expatriée dans ce pays et ensuite accole le mensonge répété systématiquement sur les mauvaises intentions attribuées à Manuel Zelaya : « « Pour les Honduriens, le retour de Zelaya est inacceptable car il signifierait vingt ans de dictature à la [Hugo] Chavez », s'exclame Marianne Cadario, en référence au président du Venezuela qui – comme son allié Manuel Zelaya prétendait le faire (c'est moi qui souligne) – a modifié la Constitution pour pouvoir se faire réélire. Marianne Cadario, une Française installée depuis trente ans au Honduras, se dit « hyperchoquée par la réaction de la communauté internationale » qui a condamné le putsch. ».[8] Le ton des journaux comme Le Monde et Libération a commencé à changer fin septembre après que les putschistes aient franchi plusieurs degrés supplémentaires dans la répression. Il est devenu assez critique à l'égard des putschistes. Ceci dit, le quotidien Libération mérite un prix pour l'utilisation des euphémismes. En effet, le 28 septembre 2009 (3 mois après le coup jour pour jour), il intitulait « Parfum de dictature » (c'est moi qui souligne) le paragraphe dans lequel il expliquait que le gouvernement putschiste avait décrété : « l'interdiction de « toute réunion publique non autorisée», arrestation de « toute personne mettant en danger sa vie ou celle des autres», « évacuation » des locaux occupés par les manifestants et brouillage de « l'émission par n'importe quel média de programmes portant atteinte à la paix. » »[9]. »[10]

Le régime issu du Coup d'Etat du 28 juin 2009 a bénéficié de la complaisance voire du soutien actif de l'administration Obama. Le CADTM a rendu compte de la résistance du peuple hondurien et a analysé l'attitude de Washington qui signifiait un encouragement à d'autres candidats putschistes en Amérique latine. Voici ce qui a été publié sur le site du CADTM en décembre 2009 :

« Alors que le président Manuel Zelaya, rentré clandestinement dans son pays le 21 septembre 2009, avait trouvé refuge à l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, la capitale hondurienne, les putschistes ont continué à réprimer violemment les manifestations des partisans du président constitutionnel et ont décrété, le 27 septembre, un état de siège d'une durée de 45 jours[11]. Commentaire du n°2 de Washington à l'OEA, Lewis Amselem : « le retour de Zelaya est irresponsable »[12]. De son côté, Hillary Clinton n'a pas condamné le couvre-feu prolongé. L'accord qui est intervenu le 30 octobre 2009 sous les auspices de Washington entre les représentants de Manuel Zelaya et ceux de Roberto Micheletti, stipulait expressément que les parties s'engageaient à ne pas faire d'appel direct ou indirect à la convocation d'une assemblée constituante ou à toute consultation populaire (point 2 de l'accord). De plus, il ne prévoyait pas explicitement le retour de Manuel Zelaya à la présidence du pays afin de terminer son mandat. Roberto Micheletti et ses partisans ont dès lors décidé de ne pas rendre la présidence à Manuel Zelaya qui a, par conséquent, appelé la population à ne pas participer aux élections générales prévues pour le 28 novembre 2009. Le principal candidat de gauche à la présidence, Carlos Reyes, ainsi qu'une centaine de candidats de différents partis (dont un secteur du parti libéral)[13], ont alors retiré leur candidature. Le 10 novembre 2009, Washington a annoncé qu'elle reconnaît le résultat des élections. À la veille des élections, les organisations de défense des droits humains recensaient plus de vingt opposants politiques assassinés depuis le coup d'État, ainsi que deux cent onze blessés lors des actions de répression, près de deux mille détentions illégales, deux tentatives d'enlèvement et cent quatorze prisonniers politiques accusés de sédition. Les médias opposés au coup étaient soit fermés, soit harcelés. L'Organisation des Nations Unies (ONU), l'Organisation des États Américains (OEA), l'Union

européenne, l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR)[14], les pays membres du Groupe de Rio et de l'ALBA avaient décidé de ne pas envoyer d'observateurs. Les estimations du pourcentage des électeurs qui ont participé au scrutin oscillent selon les sources. Il n'a certainement pas atteint la moitié de l'électorat. Malgré cela, le porte-parole du département d'Etat, Ian Kelly, a vu dans ces élections « un nécessaire et important pas en avant »[15]. Washington a reconnu l'élection à la présidence de Porfirio Lobo, du Parti national, un représentant dur de l'oligarchie foncière et de la droite qui ont organisé le coup d'Etat. L'ambassadeur des États-Unis à Tegucigalpa, Hugo Llorens, a déclaré que les élections avaient constitué une « grande célébration de la démocratie » et a affirmé que les États-Unis travailleraient avec Porfirio Lobo, surnommé « Pepe ». « Pepe Lobo est un homme d'une grande expérience politique », a-t-il indiqué à la radio HRN. « Je lui souhaite bonne chance et les États-Unis vont travailler avec lui pour le bien de nos deux pays... Nos relations seront très fortes ». Soutenir un processus électoral issu d'un coup d'Etat et œuvrer à la reconnaissance internationale des autorités qui l'ont perpétré et à celles qui en sont issues, donne ainsi un encouragement aux candidats putschistes qui se placent politiquement dans le camp de Washington. »[16]

Poursuivant l'analyse, en janvier 2010, sur le site du CADTM, on pouvait lire la description du coup d'Etat en préparation au Paraguay, coup qui a finalement eu lieu le 22 juin 2012 :

« C'est le cas au Paraguay, où une partie de la droite a repris l'offensive. En décembre 2009, le sénateur libéral Alfredo Luis Jaeggli a ainsi appelé à renverser le président Fernando Lugo qu'il accuse de vouloir, comme Manuel Zelaya, imposer le modèle chaviste du « socialisme du XXIème siècle ». Jaeggli, dont le parti constitue le principal « soutien » parlementaire du gouvernement, affirme dans la foulée que le coup d'Etat réalisé au Honduras n'en est pas un : le renversement de Manuel Zelaya et l'action menée depuis lors par le régime de facto seraient parfaitement légaux[17]. Et il appelle même le parlement paraguayen à tenter un procès politique contre Lugo afin de le destituer et de le remplacer par le vice-président de la République, le libéral de droite Federico Franco. Le sénateur Jaeggli reproche à Lugo de ne pas prendre exemple sur les pays qui ont réussi une réforme économique comme le Chili, avec les changements entamés sous Pinochet, et l'Argentine sous la présidence de Carlos Menem. À l'évidence, le cas hondurien risque d'ouvrir la voie à des coups d'Etat réalisés par l'armée avec l'aval de certaines institutions étatiques comme le Parlement ou la Cour suprême. »[18]

Le 22 juin 2012, suite à une procédure expéditive, le Sénat paraguayen contrôlé par l'oligarchie mécontente des réalisations de Fernando Lugo a destitué le président démocratiquement élu au suffrage universel en 2008. Le 23 juin 2012, un large front de la résistance s'est mis en place pour obtenir le rétablissement de la démocratie. A la date du 24 juin, sept pays latino-américains ont retiré ou rappelé leurs ambassadeurs du Paraguay (Argentine, Brésil, Colombie, Uruguay, Pérou, Equateur, Mexique). Cinq ont annoncé qu'ils ne reconnaissent pas le nouveau gouvernement: Venezuela, Bolivie, Equateur, Salvador et Nicaragua. Le Mercosur dont l'économie paraguayenne dépend fortement pour ses échanges commerciaux a décidé de ne pas inviter le nouveau régime à représenter le pays lors de la réunion qui se tient le 29 juin 2012 à Mendoza en Argentine. Au Paraguay, la mobilisation populaire en défense de la démocratie est en train de s'organiser. Il est important qu'elle puisse s'appuyer sur un maximum de soutien international.

Au Honduras, trois ans se sont écoulés depuis le Coup d'Etat perpétré contre le président Zelaya et contre le peuple hondurien qui l'avait élu. Le pays est depuis plongé dans une crise sans précédent. La violence s'est considérablement accrue à l'égard de celles et ceux qui résistent pour défendre les libertés et droits fondamentaux du peuple et pour dénoncer l'orientation ultralibérale du gouvernement de Porfirio Lobo, à la solde de l'oligarchie et des transnationales complices du Coup. Les syndicalistes, militant-e-s associatifs et des droits humains, féministes, homosexuel-le-s, membres des communautés indigènes et afro-descendantes, journalistes d'opposition, etc., subissent pressions, intimidations, harcèlements et agressions - quand ils ne tombent pas sous les balles -, de la part du pouvoir d'Etat mais aussi de la part de groupes paramilitaires et de milices privées qui sévissent en toute impunité. Dans la région de l'Aguán, la répression est continue à l'encontre des communautés paysannes dans le cadre du conflit agraire qui les oppose aux grands propriétaires terriens. Selon Reporters sans frontières, plus de 70 avocats ont perdu la vie en trois ans pour avoir notamment défendu les victimes d'abus de la police et de l'armée, et 28 journalistes ont été tués au cours de la dernière décennie, dont 23 depuis le coup d'Etat[19]. Le 28 juin 2012, le Front National de Résistance Populaire (FNRP) organise une mobilisation nationale à l'occasion des trois ans de ce régime funeste.

*Le CADTM apporte sa contribution à la solidarité internationale avec les peuples paraguayen et hondurien.*

## Notes

[1] Voir l'article en anglais: Eric Toussaint, "The U.S. and its unruly Latin American 'backyard'", 26 January 2010 "Clearly, Honduras can easily become a dangerous precedent as it opens the door to military coups condoned by some state institutions, such as the parliament or the Supreme Court." <http://www.cadtm.org/The-U-S-and-its-unruly-Latin>

[2] [http://www.liberation.fr/depeches/2012/06/22/paraguay-menace-de-destitution-le-president-s-en-remet-a-la-justice\\_828490](http://www.liberation.fr/depeches/2012/06/22/paraguay-menace-de-destitution-le-president-s-en-remet-a-la-justice_828490)

[3] Lugo, qui n'appartenait alors à aucun parti politique, a réussi à réunir autour de sa candidature un large spectre de partis et de mouvements sociaux, regroupé au sein de l'Alliance patriotique pour le changement (APC), une coalition de l'opposition qui va du Parti libéral radical Authentique (PLRA) à des groupes de gauche plus radicaux.

[4] [http://es.wikipedia.org/wiki/Domingo\\_La%C3%ADno](http://es.wikipedia.org/wiki/Domingo_La%C3%ADno) Domingo Laino, né en 1935, a lutté contre la dictature de Stroessner et pour cette raison il a été expulsé du pays. Il a connu l'exil de 1982 à 1987. Ensuite à plusieurs reprises, il a été le candidat libéral à la présidence du Paraguay (il a obtenu 32,1% en 1993 et 42,6% en 1998. Son dernier mandat de sénateur remonte à la législature 2003-2008. En 2010, il a été nommé par le président Lugo administrateur de l'entreprise publique Itaipu.

[5] <http://www.abc.com.py/nacionales/liberales-luguistas-maniobran-para-frenar-el-juicio-417353.html>

voir aussi <http://www.youtube.com/watch?v=WgTZvjWKm5o&noredirect=1>

[6] Voir Eric Toussaint « Venezuela, Honduras, Pérou, Equateur : « petits » oubliés et « grands » mensonges des médias », 5 octobre 2009

<http://www.cadtm.org/Venezuela-Honduras-Perou-Equateur>

[7] Cécile Lamarque et Jérôme Duval, « Honduras : Pourquoi le coup d'État », 17 septembre 2009, [www.cadtm.org/Honduras-Pourquoi-le-coup-d-Etat](http://www.cadtm.org/Honduras-Pourquoi-le-coup-d-Etat)

[8] Jean-Michel Caroit, « Au Honduras, la campagne électorale s'ouvre dans un climat de haine », Le Monde, p. 8, samedi 12 septembre 2009.

[9] <http://www.liberation.fr/monde/0101593847-le-honduras-s-enfonce-dans-la-crise>

[10] Fin de l'extrait de Eric Toussaint « Venezuela, Honduras, Pérou, Equateur : « petits » oubliés et « grands » mensonges des médias », 5 octobre 2009 <http://www.cadtm.org/Venezuela-Honduras-Perou-Equateur>

[11] L'armée hondurienne a pris le contrôle des locaux de la radio Globo le lundi 28 septembre 2009 à l'aube, et a mis fin aux émissions télévisées du Canal 36, la seule chaîne qui diffusait des informations défavorables aux putschistes.

[12] Lewis Amselem, représentant permanent adjoint des États-Unis à l'OEA, a été accusé par des organisations de défense des droits de l'homme de refus d'assistance et de diffamation à l'égard de sa compatriote Dianna Ortiz, une religieuse progressiste étasunienne de l'Ordre des Ursulines, qui a été torturée et violée à plusieurs reprises par des éléments des forces de sécurité guatémaltèques en 1989. À cette époque, il travaillait à l'ambassade des États-Unis à Guatemala City comme officier des droits humains. <http://www.kaosenlared.net/noticia/representante-ee.uu-oea-encubrio-torturadores>

[13] Voir l'analyse de Maurice Lemoine : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-11-27-Honduras>

[14] Créée en mai 2008, l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR) regroupe 12 pays d'Amérique du Sud, représentant 388 millions d'habitants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane (à ne pas confondre avec la Guyane « française »), Paraguay, Pérou, Surinam, Uruguay, Venezuela.

[15] Cité par l'AFP le 30 novembre 2009 :

<http://www.easybourse.com/bourse/actualite/honduran-elections-necessary-and-important-step-767041>

[16] Voir Eric Toussaint, « Du coup d'Etat au Honduras aux sept bases US en Colombie : la montée de l'agressivité de Washington », 7 décembre 2009, <http://www.cadtm.org/Du-coup-d-Etat-au-Honduras-aux>

[17] Jaeggli a déclaré le 17 décembre 2009 à la radio publique argentine : "Le président hondurien a assumé la présidence avec un mandat libéral, puis il a trahi et s'est rallié au socialisme du XXIème siècle. Ce qui s'est passé au Honduras [Jaeggli se réfère clairement au coup d'État du 28 juin 2009], qu'on m'excuse, pour moi, c'est totalement légal". La version audio de l'interview est disponible en ligne : <http://www.radionacional.com.ar/audios/el-senador-del-partido-liberal-habla-sobre-fernando-lugo-y-los-presuntos-planos-de-derrocamiento-en-paraguay.html>

[18] Eric Toussaint, "The U.S. and its unruly Latin American 'backyard'", 26 January 2010 <http://www.cadtm.org/The-U-S-and-its-unruly-Latin>

[19] <http://fr.rsf.org/honduras-la-fidh-et-reporters-sans-25-06-2012,42869.html>

**Eric Toussaint**, maître de conférence à l'université de Liège, est président du CADTM Belgique (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, [www.cadtm.org](http://www.cadtm.org) ) et membre du conseil scientifique d'ATTAC France. Il a conseillé le président Fernando Lugo et son gouvernement en 2008 et en 2009 en relation avec le traité d'Itaipu entre le Brésil et le Paraguay ainsi qu'en matière de dette publique.

Eric Toussaint est un collaborateur régulier de *Mondialisation.ca*. [Articles de Eric Toussaint publiés par Mondialisation.ca](#)



#### Adresse introuvable

Firefox ne peut trouver le serveur à l'adresse [googleads.g.doubleclick.net](http://googleads.g.doubleclick.net).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre de recherche sur la mondialisation.

[Pour devenir membre du Centre de recherche sur la mondialisation](#)

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission pour fins de diffusion sur l'internet de mettre en ligne la version intégrale ou des extraits d'articles publiés par [mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) dans la mesure où le texte et le titre ne sont pas modifiés. La source originale de l'article, le copyright de l'auteur ainsi que l'adresse URL doivent également être clairement identifiés. Pour publier des articles du Centre de Recherche sur la mondialisation en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [crgeitor@yahoo.com](mailto:crgeitor@yahoo.com)

[www.mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par les droits d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif et est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par les droits d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur de ces droits.

Pour les médias: [crgeitor@yahoo.com](mailto:crgeitor@yahoo.com)

© Droits d'auteurs Eric Toussaint, [cadtm.org](http://cadtm.org), 2012

L'adresse url de cet article est: [www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31595](http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=31595)

[Privacy Policy](#)

© Copyright 2005-20012 [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca)